

**Union européenne - Brexit - Italie -
Elections européennes - Allemagne -
Arabie saoudite - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec
"BFMTV"**

(Paris, 31 octobre 2018)

Q - La ministre chargée des affaires européennes est notre invitée ce soir. Bonsoir, Nathalie Loiseau.

R - Bonsoir.

Q - Merci d'avoir accepté notre invitation. Je ne sais pas si vous avez eu le temps de lire l'interview de Nicolas Sarkozy dans Le Point. Je vais vous dire ce qu'il dit très précisément. Il prône la signature d'un nouveau traité européen pour changer profondément les règles du jeu de l'Union européenne, dit-il, et surtout pour empêcher le divorce avec le Royaume-Uni, dont il pense qu'il est évitable. Est-ce qu'il est évitable, ce divorce avec l'Angleterre ?

R - Cela n'est pas quelque chose que nous souhaitons. Mais, simplement, maintenant, nous sommes à quelques mois du départ du Royaume-Uni de l'Union européenne. Et pour une raison simple, c'est ce que les Britanniques l'ont souhaité, il y a eu un référendum, il y a un résultat du référendum, on peut le regretter mais on doit le respecter. On ne doit pas refaire ce que l'on a fait après 2005. En 2005, il y avait un référendum qui avait dit "non" en France à une Constitution européenne, et puis, derrière...

Q - ...on a fait comme si les Français n'avaient pas voté...

R - On a un peu fait comme si, pas complètement parce qu'il n'y a pas de Constitution européenne aujourd'hui, mais on a fait un peu comme si les Français n'avaient pas voté. C'est cela qui crée de l'euroscpticisme, c'est cela qui crée de la méfiance vis-à-vis de l'Union européenne.

Les Britanniques ont voté, nous le regrettons mais nous le respectons. Maintenant, notre travail est d'essayer de faire en sorte que cette séparation soit la moins négative possible parce que là où Nicolas Sarkozy a raison, c'est que cela n'est pas une bonne nouvelle et que cela n'aura pas de conséquences positives ni pour les Britanniques, ni pour les Européens.

Q - Justement, vous les avez évaluées ces conséquences en France ? Il y a plus de 30.000 entreprises, surtout des PME, qui travaillent avec la Grande-Bretagne. S'il n'y a pas d'accord,

cela veut dire que tous les droits de douane vont être rétablis. C'est, a priori, une très mauvaise nouvelle pour toutes ces entreprises françaises ?

R - D'abord, nous travaillons à faire en sorte qu'il y ait un accord. Un accord de retrait est encore possible et il est évidemment souhaitable. Un bon accord, pas n'importe quel accord, pas un accord qui, au prétexte que le Royaume-Uni quitterait l'Union européenne, affaiblirait l'Union européenne ; nous n'avons pas voté pour cela.

Q - Il y a encore un trou de souris pour qu'un accord soit possible ?

R - Oui et, en tout cas, il y a énormément d'efforts. J'avais Michel Barnier au téléphone encore ce matin, nous avons de la chance, c'est un formidable négociateur pour les Vingt-Sept. Nous nous sommes engagés à faire le maximum pour que la séparation se passe le moins mal possible, mais le moins mal aussi pour l'intérêt des Européens et notamment des entreprises. Pour autant, le risque qu'il n'y ait pas d'accord, ce risque existe et nous voulons en limiter les conséquences pour nos concitoyens, pour les Britanniques qui vivent en France et pour les entreprises.

Q - Comment limite-t-on ces risques ?

R - En prenant des mesures, toutes les mesures nécessaires. Je suis en train de discuter au Parlement en ce moment-même un projet de loi pour parer à tous les scénarios y compris un Brexit sans accord.

De ce point de vue-là, il y a des responsabilités qui relèvent de la Commission européenne. Il y a aussi des responsabilités nationales, nous les prenons et nous rencontrons les entreprises, petites et grandes, pour discuter des conséquences des différents scénarios et de l'accompagnement.

Q - Le même Nicolas Sarkozy, dans cette interview, dit, à propos de la question migratoire : "elle ne peut plus être gérée par un commissaire européen, inconnu, sans légitimité politique. Elle doit l'être par un gouvernement européen composé des ministres de l'intérieur qui éliraient leur président en leur sein de façon démocratique. Au moins, les Européens sauraient qui s'en occupe.". Cela, pour le coup, cela paraît être une mesure d'assez bon sens.

R - Oui, c'est tellement de bon sens que c'est ce qui se passe. Avec tout le respect que je dois à un ancien président de la République qui a présidé l'Union européenne pendant un semestre en 2008, c'est le Conseil de l'Union européenne, c'est-à-dire les ministres puis les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Huit et le Parlement européen qui décident. La Commission, elle propose et ensuite elle met en oeuvre. Mais le gouvernement de l'Union européenne, ce n'est pas la Commission, ce ne sont pas les commissaires.

Q - Ça, c'est de la cuisine interne...

R - Mais pas du tout.

Q - Mais on a l'impression, pardonnez-moi, qu'il y a une forme d'inaction. On a l'impression que les Vingt-Sept n'arrivent pas à se mettre d'accord, qu'il n'y a pas de solidarité européenne, que certains pays européens, je pense notamment à certains pays de l'Est, la Pologne, la Hongrie, refusent de jouer la solidarité. Que fait-on du coup ? On continue comme cela ?

R - Il y a plusieurs éléments. D'abord, par rapport à l'année dernière, le nombre d'arrivées en Méditerranée centrale, cela veut dire en Italie, a baissé de 90%. Alors, si l'Europe ne fait rien, c'est un miracle que cela ait baissé tout seul.

Q - Vous dites que cela a baissé grâce ou à cause de la politique européenne ?

R - Mais évidemment, parce que nous travaillons avec les pays d'origine des migrations économiques, parce que nous avons signé des accords, par exemple avec la Turquie, sur les réfugiés en provenance de Syrie et d'Irak, parce qu'il y a une action qui est déterminée et qui trouve son efficacité.

La question sur laquelle on bute, c'est : qu'est-ce qui se passe quand il y a des demandeurs d'asile qui sont dans l'Union européenne ? Qui en est responsable ? Ce sont les pays qui, géographiquement, sont les premiers exposés. Mais qui est solidaire ? C'est l'ensemble de l'Union européenne.

Q - Pardonnez-moi, il y a une autre question qui coince, c'est ceux que l'on appelle les déboutés du droit d'asile pour la reconduite dans leur pays. Là aussi, cela coince : 90% d'entre eux ne quittent pas le territoire.

R - Pourquoi ? Parce que, jusqu'à l'année dernière, l'agence européenne en charge notamment des retours, celle qu'on appelle FRONTEX, c'était 300 personnes. Cette année, ils sont 1.500 et d'ici 2020, ils seront 10.000. Vous ne pouvez pas demander à 300 personnes de s'occuper du retour des déboutés du droit d'asile. Il faut se donner les moyens. Cela veut dire des moyens humains, des moyens matériels, des moyens financiers, mais aussi un mandat, cela veut dire des compétences européennes. J'ai, par exemple, beaucoup de mal à suivre quelqu'un comme Laurent Wauquiez qui dit "il faut davantage contrôler les frontières extérieures de l'Union européenne" - tout le monde est d'accord - et qui, dans la phrase d'après, dit "je ne veux pas plus d'intégration européenne", là je ne sais pas comme on fait.

Q - L'autre sujet, évidemment, et vous l'avez suivi forcément, c'est la claque électorale qu'a prise Angela Merkel, en tout cas son parti, lors des élections régionales dans le Land de Hesse, quinze jours avant, c'était en Bavière. Elle a annoncé qu'elle renonçait à la présidence de sa formation politique qu'elle dirigeait depuis 18 ans, qu'elle irait au bout de son mandat jusqu'en 2021, mais qu'elle ne briguerait pas un mandat supplémentaire, qu'elle arrêterait sa carrière politique. C'est tenable pour Emmanuel Macron ? Il avait absolument besoin d'une chancelière forte, or le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle est fragilisée.

R - La première chose que je voudrais dire, c'est le respect que m'inspire la décision d'Angela Merkel. Vous en connaissez beaucoup des dirigeants politiques qui organisent leur départ et leur succession ?

Q - Oui, mais alors, du coup, pourquoi ne pas annoncer son départ tout de suite ? Pourquoi le reporter de trois ans ?

R - Parce qu'elle a été réélue, reconduite à son poste de chancelière et que rien ne l'y forcerait. Vous savez, des résultats dans des élections partielles qui ne vont pas dans le sens d'un gouvernement, cela n'est pas réservé à l'Allemagne et cela n'est pas nouveau.

Q - Elle paie, selon vous, sa politique migratoire ? Le fait d'avoir accueilli en 2015 plus d'un million de migrants sur le sol allemand ?

R - Ceux qui ont le plus progressé dans ces élections partielles que vous avez mentionnées, en Bavière et en Hesse, ce sont les écologistes. Ce qui s'exprime aujourd'hui, et c'est vrai partout en Europe parce qu'on l'a vu dans d'autres élections récentes, c'est une inquiétude qui monte, qui est justifiée sur les conséquences sur notre continent du réchauffement climatique et la nécessité d'agir.

Q - Vous avez raison, les écologistes doublent leur score dans toutes les élections régionales, mais l'AFD, le parti d'extrême-droite entre aussi dans tous les parlements régionaux en Allemagne, ça c'est une moins bonne nouvelle pour Angela Merkel.

R - Et ce n'est pas la France qui va donner des leçons à l'Allemagne, parce que je rappelle : qui était en face d'Emmanuel Macron l'année dernière aux élections présidentielles ? Ou qui était le premier parti français représenté au Parlement européen en 2014 ? Le Front national.

Q - Bruxelles a retoqué le budget italien au motif d'un déficit budgétaire trop important, 2,4 ; Salvini dit : "Attendez, en France le déficit est de 2,8, pourquoi, moi je ne pourrais pas faire 2,4 ?". Est-ce un bon signal politique qu'on envoie justement à ces électeurs de Matteo Salvini ?

R - Il y a plusieurs éléments là-dessus. Nous, ce que nous voulons, c'est une Italie qui marche, c'est-à-dire une Italie qui ait de la croissance. Et on a vu qu'au troisième trimestre, dans la zone euro, globalement, il y a peu de croissance, sauf en France ce qui veut dire que les mesures que nous prenons...

Q - ...et encore, cette croissance est faible...

R - Elle n'est pas spectaculaire mais elle est supérieure à la moyenne de la zone euro. Et elle

est notamment très supérieure à ce qui se passe en Italie.

Nous voulons une Italie avec de la croissance et avec moins de chômage. En Italie, si aujourd'hui nous avons un gouvernement avec le mouvement Cinq Etoiles et avec la Ligue - qui ne sont pas nos alliés, il n'y a aucun doute là-dessus -, c'est évidemment parce que les électeurs italiens se sont sentis seuls au moment de la crise migratoire mais aussi au moment de la crise financière.

Q - Mais comment fait-on, Nathalie Loiseau ? Il y a des élections européennes dans quelques mois, Emmanuel Macron, à tort ou à raison, a dit que ces élections, ce sera les progressistes contre les populistes, mais on voit bien que la vague populiste gagne du terrain partout en Europe, même au-delà, on l'a vu au Brésil, on l'a vu aux Etats-Unis. Que fait-on pour redonner envie d'Europe ? Que proposez-vous concrètement ?

R - D'abord, on ne se résigne pas. On regarde les choses en face, il y a trop longtemps, trop de partis politiques qui ont tourné le regard alors que le nationalisme, le populisme en Europe ne sont pas arrivés hier ; cela fait des années, cela fait huit ans que Viktor Orban est au pouvoir et cela fait huit ans que sa famille politique européenne, c'est-à-dire la droite traditionnelle, fait semblant de ne rien voir, de ne rien entendre.

Q - Mais il faut rendre justice à Emmanuel Macron, il a fait des discours formidables, je me souviens du discours de la Sorbonne notamment, mais qu'est-ce qui a été fait concrètement ? En quoi a-t-on avancé pour rendre l'Europe, comment dire, plus aimable ?

R - 49 propositions concrètes à la Sorbonne, plus de la moitié sont aujourd'hui mises en oeuvre.

Les travailleurs détachés. Vous vous souvenez, pendant la campagne pour la présidentielle, partout on en parlait en France : ce dumping social, ces gens qui venaient voler le travail des Français. On a réussi en un an, c'est-à-dire en Europe, et je le répète, à la vitesse de la lumière, à réformer ce régime des travailleurs détachés. Aujourd'hui, c'est : à travail égal, salaire égal sur le même lieu de travail.

Pendant 60 ans, on a parlé de l'Europe de la Défense, on a fait des discours sur l'Europe de la Défense, il ne s'est rien passé...

Q - Pardonnez-moi, je vous interromps : on vient d'apprendre que les Belges, au moment de revoir l'ensemble de leur flotte d'avions de combat, choisissent l'avion américain ; ce n'est pas vraiment une manière de défendre la défense européenne, justement.

R - C'est vrai et c'est absurde. Mais, pour autant, à partir de maintenant, il y a des crédits européens. Dans le prochain budget, il y aura treize milliards d'euros de crédits européens pour pouvoir avoir une autonomie stratégique européenne. Vous ne trouvez pas que, dans le monde dans lequel nous vivons, celui où Donald Trump dit "l'Union européenne, ce sont nos

adversaires", celui où Vladimir Poutine reste présent en Crimée et agite le Donbass, vous ne trouvez pas que, dans ce monde-là, on a besoin d'une autonomie stratégique européenne ? Il y a aujourd'hui un consensus.

Q - Juste une dernière question. On commence à en savoir beaucoup plus sur les conditions de l'assassinat de Jamal Khashoggi, l'éditorialiste saoudien. Quelles sont les réactions, les sanctions que doit prendre la France, que va prendre la France ? On a l'impression que l'on dit, là encore, des choses, mais qu'il ne se passe rien.

R - Nous voulons que l'enquête aille jusqu'au bout, nous voulons connaître le déroulement des faits.

Q - L'enquête des Saoudiens ou l'enquête des services de renseignement français ?

R - Nous voulons que les coupables soient désignés, nous voulons connaître le déroulement des faits de cette atrocité ; de ce qui semble s'être passé, on comprend aujourd'hui que les Saoudiens nous disent : c'est un assassinat ; on entend les Turcs nous dire : c'était prémédité. Nous voulons connaître les coupables, le déroulement des faits, les commanditaires et nous prendrons des mesures de sanctions, le président l'a dit de manière très claire et c'est ce qui se passera.

Q - Merci, Nathalie Loiseau, d'avoir répondu à nos questions./.